



Artisans  
du Monde

Pour un commerce équitable

# équité

Revue pour s'informer et sensibiliser

Maman,  
t'as mis  
ta cape  
à l'envers!



## COMMERCE ÉQUITABLE & ÉGALITÉ DES GENRES

# COMMERCE ÉQUITABLE & ÉGALITÉ DES GENRES

## Édito

Par Daniel BEAUCHENE,  
coprésident de la fédération  
Artisans du Monde

L'égalité entre les femmes et les hommes, voici bien un thème récurrent, un marronnier comme diraient les hommes et les femmes de presse.

Régulièrement, comme les hirondelles reviennent au printemps, ce thème ressort. Tout n'a-t-il donc pas déjà été dit ? Il est certain que l'égalité n'est pas encore atteinte, qu'il reste bien du chemin à parcourir, mais quel est le rapport avec notre combat central qui est le changement du commerce vers le commerce équitable ?

Eh oui, l'égalité femmes-hommes, comme bien d'autres thématiques sont au cœur de notre combat ! Ce n'est pas un hasard, ni une concession faite à des militantes particulièrement efficaces qui ont fait que le 6<sup>ème</sup> principe de la World Fair Trade Organization concerne l'égalité des genres ou que le 5<sup>ème</sup> Objectif de Développement Durable est l'égalité entre les sexes !

Alors, de nouveau, ce numéro d'équité va, partant des constats de l'illusion de l'égalité, dénoncer le modèle patriarcal du libéralisme, revenir sur les liens entre commerce équitable et égalité et donner, à chaque lecteur et chaque lectrice, des informations, des exemples pour outiller notre volonté d'aller vers l'égalité.

Un jour, nous pourrons dire que les producteurs sont des productrices comme les autres, et que tou.te.s les acteurs et actrices du commerce, enfin équitable, vivent au quotidien l'égalité !

## Sommaire



Photographie : Femmes fileuses de coton du village de Waraniénié (Union des Groupements d'Artisans du Nord) en Côte d'Ivoire © Erika Girault

**3** L'illusion de l'égalité

**4** L'égalité des sexes, c'est pour 2030 ?

**7** Le libéralisme, un modèle patriarcal

**9** L'économie solidaire selon les femmes

**10** Femmes, Genre & Développement

**12** Les productrices, des producteurs comme les autres ?

**13** Le commerce équitable : un terrain fertile

**15** Paroles de productrices

**17** Femmes et handicap, la discrimination multiple

**18** Femmes et agriculture biologique

**19** L'égalité, ça s'apprend ?

**22** Viser la transformation sociale

# L'illusion de l'égalité

Amélie Durin, diplômée du master Genre, égalité et politiques sociales, formatrice consultante pour le groupe Egaé

**A**ujourd'hui, partout dans le monde et en dépit des engagements internationaux pris depuis les années 1970 et renouvelés avec les Objectifs du Développement Durable, les femmes continuent d'être discriminées et de subir des inégalités dans tous les domaines du Développement. Si le 21<sup>ème</sup> siècle a permis de nombreuses avancées en matière législatives et juridiques dans le domaine de l'égalité femmes-hommes, force est de constater que les défis restent nombreux tant sur le plan normatif que sur le passage de « l'égalité formelle à l'égalité réelle » dans tous les domaines de la vie.

— **Éducation** — 10 millions de garçons dans le monde n'ont pas la possibilité d'apprendre à lire et écrire, les filles sont 15 millions.

— **Tâches domestiques et familiales** — les femmes les assument 2,6 fois plus que les hommes. Ce travail non rémunéré et bien souvent invisible pèse sur le temps disponible des femmes et a un impact direct sur leur santé (fatigue), leur vie personnelle, sociale et culturelle et sur la possibilité de s'investir dans la vie citoyenne et politique.

— **Sphère professionnelle** — le taux d'activité des hommes est de 94%, celui des femmes est de 63%. Les femmes touchent 23% de moins que les hommes.

— **Pauvreté** — pour 100 hommes de 25 à 34 ans vivant dans une extrême pauvreté, les femmes, elles, sont 122.

— **Un difficile accès aux responsabilités politiques** — on ne compte que 23,7% des femmes à des sièges parlementaires - malgré une hausse de 10% depuis 18 ans et 16 cheffes d'État ou Première Ministre sur 193 pays.

— **Une quasi absence de l'accès aux propriétés foncières** — ayant moins accès aux ressources économiques des pays et pouvant être discriminées dans l'accès à l'héritage des terres, les femmes ne possèdent que 13% des terres agricoles dans le monde.

— **Surexposition des femmes aux polluants** — les femmes et les filles représentent 6 victimes sur 10 de la pollution de l'air intérieur causée par l'utilisation de combustibles fossiles pour l'énergie. L'utilisation des détergents utilisés pour le nettoyage quotidien présente des risques : les femmes sont en première ligne.

— **Risques climatiques et environnementaux** — lors de catastrophes naturelles, les femmes et les filles ont 14 fois plus de risque de mourir que les hommes, notamment parce qu'elles n'ont pas accès à l'apprentissage des techniques de survie, telle que la nage.

— **Santé et reproduction** — les femmes mariées ou vivant en couple sont seulement 52% à pouvoir décider de leur sexualité, des moyens de contraception, et de leur santé. La moitié des femmes dans le monde ne peut donc pas disposer librement de son corps.

Violences faites aux femmes : dans le monde, selon l'Organisation Mondiale de la Santé, plus d'une femme sur 3 a été victime de violences physiques/sexuelles par son partenaire intime ou de violences sexuelles par quelqu'un d'autre, au cours de sa vie.

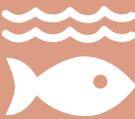


Mis bout à bout, ces chiffres constituent donc un fait politique et social qui pèse sur l'ensemble des sociétés : les inégalités entre les femmes et les hommes font l'objet d'un traitement inéquitable basé sur le sexe des personnes qui ont des conséquences humaines et sociales mais aussi économiques, politiques et environnementales. Connaître l'ensemble de ces données est donc essentiel pour agir en faveur de l'égalité et mettre en avant les nombreuses bonnes pratiques qui existent pour faire avancer l'égalité et participer à une société plus juste.

# L'égalité des sexes, c'est

Selon l'ONU Femmes, la discrimination basée sur le genre - profondément ancrée et présente dans tous les pays - menace de compromettre le potentiel de transformation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de manière concrète et mesurable.

**E**n septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030. Décliné en 17 objectifs de développement durable (ODD), 169 cibles et 232 indicateurs, ce programme s'attaque à un large éventail de défis internationaux : l'éradication de la pauvreté, la réduction des multiples inégalités intersectionnelles, la lutte contre les changements climatiques, la fin des ...►

<p><b>1 PAS DE PAUVRETÉ</b></p>  <p>Le ratio mondial est de 122 femmes âgées de 25 à 34 ans vivant dans une pauvreté extrême pour 100 hommes du même groupe d'âge.</p>	<p><b>9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURES</b></p>  <p>À l'échelle mondiale, les femmes représentent 28.8% des chercheurs. Un pays sur cinq seulement a atteint la parité des sexes dans ce domaine.</p>	<p><b>5 ÉGALITÉ DES SEXES</b></p>  <p>Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 promet de supprimer les obstacles qui empêchent les femmes et les filles de réaliser leur plein potentiel. Des défis considérables s'annoncent cependant :</p>	
<p><b>10 INÉGALITÉS RÉDUITES</b></p> 	<p>Dans une proportion pouvant atteindre 30%, l'inégalité des revenus s'explique par les inégalités au sein des ménages, y compris parmi les hommes et les femmes. Les femmes ont aussi plus de chances de vivre en dessous de 50% du revenu médian.</p>	<p><b>3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b></p>  <p>À l'échelle mondiale, 303 000 femmes sont mortes de causes liées à la grossesse en 2015. Le taux de mortalité diminue beaucoup trop lentement pour atteindre la cible 3.1.</p>	<p>5.1 Dans 18 pays, les maris ont le droit d'empêcher leurs épouses de travailler; dans 39 pays, les filles et les fils ne jouissent pas de droit d'héritage égaux; 49 pays n'ont pas de lois protégeant les femmes contre la violence domestique.</p>
<p><b>14 VIE AQUATIQUE</b></p> 	<p>La contamination des écosystèmes d'eau douce et marins porte préjudice aux moyens d'existence des femmes et des hommes, à leur santé et à la santé de leurs enfants.</p>	<p><b>6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT</b></p> 	<p>5.2 19% des femmes et des filles de 15 à 49 ans ont subi les violences physiques et/ou sexuelles d'un partenaire intime au cours des 12 derniers mois.</p>
<p><b>15 VIE TERRESTRE</b></p> 	<p>Entre 2010 et 2015, le monde a perdu 3,3 millions d'hectares de zones boisées. Les femmes des milieux ruraux pauvres dépendent des ressources communes et sont particulièrement affectées par leur épuisement.</p>	<p>Les femmes et les filles ont la responsabilité d'aller chercher l'eau dans 80% des ménages sans accès à l'eau courante.</p>	<p>5.3 Dans le monde, 750 millions de femmes et de filles ont été mariées avant 18 ans, et au moins 200 millions de femmes et de filles dans 30 pays ont subi des mutilations génitales (MGF).</p>

— **Exemple d'analyse croisée** — Dans la vie des femmes et des filles, différentes dimensions du bien-être sont inextricablement liées : une fille née dans un ménage pauvre (objectif 1) et forcée à se marier jeune (objectif 5), par exemple, risque plus d'abandonner l'école (objectif 4), d'avoir un enfant jeune (objectif 3), de subir des complications pendant l'accouchement (objectif 3) et de connaître la violence (objectif 5) qu'une fille issue d'un ménage à revenu supérieur qui se marie plus tard. À la fin de cette chaîne d'événements, la fille née dans la pauvreté n'a pratiquement aucune chance de s'en sortir.

Au stade de la mise en œuvre, les décideurs et décideuses doivent chercher à rompre ce cercle vicieux et à répondre de manière intégrée aux dynamiques interdépendantes d'exclusion et de dénuement : une femme qui se sépare d'un homme violent, par exemple, a besoin d'avoir accès à la justice (objectif 16) et à un hébergement sûr (objectif 11), à des soins médicaux (objectif 3) et à un emploi décent (objectif 8) pour pouvoir maintenir un niveau de vie adéquat pour elle et les personnes qui pourraient être à sa charge. Ainsi, bien qu'il soit essentiel de faire avancer l'ODD 5, ...►

# pour 2030 ?

... conflits et le maintien de la paix. Grâce au travail acharné des défenseurs et défenseuses des droits des femmes de part et d'autre du globe, l'adhésion au principe d'égalité des sexes est visible, globale et transversale. S'appuyant sur les engagements et les normes contenus tant dans la Déclaration et le programme d'action de Beijing que dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Programme de Développement

Durable à l'horizon 2030 est explicite : **le développement ne sera durable qu'à condition de bénéficier autant aux femmes qu'aux hommes** ; les droits des femmes ne deviendront réalité qu'à condition de faire partie intégrante des actions plus vastes menées pour protéger les populations et la planète et à veiller à ce que tout le monde puisse vivre dans la dignité et le respect. Les inégalités entre les sexes se manifestent dans tous les aspects du développement durable :

5.4 Les femmes effectuent 2.6 fois plus de travail familial et domestique non rémunéré que les hommes.

5.5 Les femmes occupent 23.7% seulement des sièges parlementaires, une proportion encore loin de la parité malgré une hausse de 10% par rapport à 2000.

5.6 52% seulement des femmes mariées ou en couple sont libres de prendre leurs propres décisions concernant leur sexualité, leurs moyens de contraception et leur santé.

5.a À l'échelle mondiale, les femmes représentent 13% seulement des propriétaires de terres agricoles.

5.b Les femmes ont moins de chances que les hommes de posséder un téléphone portable et leur utilisation d'internet est inférieure à celle des hommes de 5.9 points en pourcentage.

5.c Plus de 100 pays ont pris des mesures pour surveiller les dotations budgétaires concernant l'égalité des sexes.

## 7 ÉNERGIE PROPRE À UN COÛT ABORDABLE



La pollution de l'air intérieur causée par l'utilisation de combustibles fossiles pour l'énergie est responsable de 4.3 millions de morts en 2012, dont 6 sur 10 sont des filles ou des femmes.

## 4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



15 millions de filles d'âge scolaire n'auront jamais la chance d'apprendre à lire et à écrire à l'école primaire par rapport à 10 millions de garçons.

## 13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Pendant les conflits, les taux d'homicides et d'autres formes de criminalité violente augmentent considérablement. Les hommes risquent plus d'être tués au combat, mais les femmes subissent des violences sexuelles, elles sont enlevées, torturées et forcées de quitter leur foyer.

En 2012, les flux provenant des pays en développement sont 2.5 fois plus importants que les montants d'aide entrants, et les dotations à l'égalité des sexes sont insignifiantes en comparaison.

## 11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



Les femmes qui vivent dans des bidonvilles urbains font face à de graves difficultés, leurs besoins de base tels qu'un accès à l'eau potable et des installations sanitaires améliorées restent souvent insatisfaits.

## 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



Les investissements dans les transports en commun apportent aux femmes des avantages importants car elles ont tendance à s'en servir plus que les hommes.

Les changements climatiques ont un effet disproportionné sur les femmes et les enfants, qui risquent 14 fois plus que les hommes de mourir pendant une catastrophe.

## 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



## 17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



## 8 EMPLOI DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



L'écart salarial entre les sexes, à l'échelle mondiale, est de 23%. Le taux d'activité des femmes est de 63%, contre 94% pour les hommes.

... cela ne doit pas être le seul axe de la mise en œuvre, du suivi et de la responsabilisation sensibles au genre.

Les avancées, dans certains domaines, risquent d'être compromises par le recul ou la stagnation dans d'autres. D'éventuelles synergies pourront être perdues si des méthodes de mise en œuvre cloisonnées l'emportent sur des stratégies intégrées et multisectorielles. C'est pourquoi les organismes de défense des droits des femmes ont mené un combat acharné pour à la fois réaliser un objectif autonome d'égalité des sexes et intégrer l'égalité des sexes dans d'autres objectifs

et cibles, en attirant l'attention sur les diverses dimensions de la problématique femmes-hommes dans les autres domaines. Le rapport de suivi mondial d'ONU Femmes suit le même raisonnement, en s'intéressant aux progrès, aux déficits et aux difficultés en matière d'égalité des sexes dans l'ensemble du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

➤ Retrouvez le rapport d'ONU FEMMES dans son intégralité, avec des études de cas par pays, sur : [www.unwomen.org/fr](http://www.unwomen.org/fr) rubrique : Digithèque / Publications



## FRANCE : LA PARITÉ

Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques INSEE

La parité signifie que chaque sexe est représenté à égalité dans les institutions. C'est un instrument au service de l'égalité, qui consiste à assurer l'accès des femmes et des hommes aux mêmes opportunités, droits, occasions de choisir, conditions matérielles tout en respectant leurs spécificités. La notion de parité constitue le fondement des politiques de lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes.



© FADM

Au nom de ce principe, ont été édictées plusieurs lois visant à réduire les disparités dans les domaines des salaires, de l'emploi, de l'éducation et de la représentation des femmes dans les instances de pouvoir politique et économique.

Ainsi, depuis 1850, un certain nombre de lois ont fait en sorte d'avancer vers l'égalité entre les femmes et les hommes, par exemple :

- les femmes mariées peuvent disposer librement de leur salaire (1907) ;
- les femmes obtiennent le droit de vote et l'éligibilité (1944) ;
- le préambule de la Constitution pose le principe de l'égalité des droits entre hommes et femmes (1946) ;
- le principe de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour les travaux de valeur égale est retenu (1972) ;

Plus récemment, les lois du 6 juin 2000, du 10 juillet 2000, du 11 avril 2003, du 31 janvier 2007, du 28 février 2008 et du 17 mai 2013 tendent à promouvoir la parité entre femmes et hommes pour les mandats électoraux et les fonctions électives.

Enfin, la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes vise à combattre les inégalités entre les femmes et les hommes dans les sphères privées (professionnelle et publique). Elle vise notamment à réformer le congé parental pour y inclure une période réservée au second parent, de renforcer la protection des femmes victimes de violences, de renforcer les compétences du Conseil supérieur de l'audiovisuel pour assurer le respect des droits des femmes dans les médias, ou encore de transposer les dispositions relatives au harcèlement moral et au harcèlement sexuel dans le code de la défense.

# Le libéralisme, un modèle patriarcal

Par Joëlle Palmieri, politiste, experte en genre, et conseil en communication. Elle a publié des ouvrages sur les rapports de domination, notamment en Afrique, le masculinisme d'État, la colonialité, selon une perspective féministe.

La mondialisation libérale n'est ni un phénomène récent ni un système innovant. Elle s'appuie sur l'architecture du patriarcat et donc la banalisation de l'oppression des femmes. Conscientes de cette situation et confrontées à une paupérisation galopante et des formes d'exclusion de plus en plus sophistiquées, des femmes partout dans le monde ouvrent des poches de résistance. Reste qu'une nouvelle grille de lecture du capitalisme est à transmettre et à pratiquer.

Les dégâts du libéralisme sont connus. De nombreux rapports de l'ONU dévoilent l'accroissement systématique des écarts de richesse entre les différents pays du monde. Ces écarts se révèlent également à l'intérieur-même des pays. Parmi les instigateurs de cette tendance générale (via les Plans d'Ajustements Structurels), on compte la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce. Depuis la mise en œuvre des réformes économiques, partout au Sud, des écoles ferment, des centres hospitaliers sont liquidés. Selon Patricia Giles, de la Commission pour la santé des femmes de l'OMS, « les investissements pour la santé des femmes ont dramatiquement chuté dans une période de prospérité croissante ». Aussi, que ce soit en Amérique latine, en Asie ou en Afrique, des femmes meurent pendant l'accouchement ou faute de soins et des adolescentes quittent l'école pour cause de grossesse. Les femmes et les enfants sont bien les premières victimes de la mondialisation libérale.

Selon Maria Mies, anthropologue et sociologue allemande, les raisons de ce constat méritent réflexion. Tout d'abord, partout dans le monde, les femmes n'ont pas de pouvoir de négociation et ne peuvent pas faire fructifier leur « capital humain ». La grande tendance est donc de demander aux États plus de droits, afin que l'égalité de genre devienne

une réalité. Or cette politique de « rattrapage » n'est qu'un mythe. La revendication des droits est vaine car aucun État, au Nord comme au Sud, ne respecte ses engagements. Pour seuls exemples, la plateforme de Pékin et/ou le protocole additionnel Cedef contre toutes les discriminations faites aux femmes, bien que ratifiés par des centaines de pays, sont tous les jours méprisés. Par exemple, peu de pays produisent des données sexo-spécifiques (par exemple une budgétisation sensible au genre) qui permettraient de mesurer d'éventuels changements. Par ailleurs, aucun indicateur de survie n'apparaît dans les statistiques officielles. Or le renouvellement de la force de travail est en totalité assuré

par les femmes. Dans toutes les théories et modèles économiques, cette activité

quotidienne est considérée comme un « bien gratuit ». Comme le souligne la sociologue, ce travail semble « émaner "naturellement" des corps des femmes ». Aussi, la « "ménagérification" des femmes est donc le complément nécessaire à la prolétarianisation des hommes ». De fait, le travail domestique gratuit des femmes (soins, alimentation, éducation), entendu comme de « l'économie invisible », devient le socle du libéralisme.

Le libéralisme s'appuie ainsi sur les fondements du patriarcat : propriété privée, exploitation du corps humain, division du travail (le domestique et le non-domestique), travail non rémunéré (ignorance de la « sphère privée »), organisation pyramidale, hiérarchie, dépendance, reproduction, violences à l'égard des femmes.

La destruction de la nature, la course aux armements, la pauvreté, procèdent ainsi des mêmes stratégies politiques et économiques, basées sur la domination masculine et sur la négation des femmes comme « citoyennes » à part entière.





## VOIR L'ÉCONOMIE AUTREMENT

Par Joëlle Palmieri

Il est devenu banal d'entendre qu'une école ou encore une maternité doivent être rentables ou rentabilisées financièrement. Or, la production de richesses peut se mesurer autrement : plaisir, émotion, lien social, santé, éducation, préservation du vivant... Et les coûts également : les milliers de morts sur les routes ou encore les cardiaques ou cancéreux des pays du Nord rapportent plus d'argent aux multinationales pharmaceutiques, aux entreprises de construction, ou de marchandisation d'eau que la vente de journaux. Par contre, ils coûtent en humanité, en qualité de vie, en protection de l'environnement, en préservation de la nature. Il s'agirait donc de mesurer également, grâce à de nouveaux indicateurs de destruction, la casse produite par l'industrie, l'agriculture productiviste, les guerres, les violences, l'exclusion, le chômage, la pensée unique dont les grands monopoles de communication servent de vecteurs.

Rompre avec les évidences et reconsidérer les richesses conduit à inverser les logiques : quand

une association ou une ONG reçoit une subvention publique, ce n'est pas elle la débitrice. Elle produit des richesses sociales, relationnelles, environnementales... Elle devient l'opératrice d'un État désengagé qui, d'une certaine manière, soustrait la production de services d'intérêt général. Si une association ou une ONG se plie à la discipline du marché et intègre ces critères de rentabilité, elle constitue alors l'une des pièces du gigantesque puzzle mis en ordre par le système libéral. Il devient important d'apprendre à reconnaître nos propres compétences, nos savoir-faire et les moyens que nous mettons en œuvre, qui ne se mesureront jamais comme la spéculation boursière ou la rentabilité d'un capital investi. Il est urgent de valoriser ou de bâtir des modèles économiques différents qui s'appuient sur une autre qualification des richesses, qui identifient les facteurs de casse et militent pour une économie à forte plus-value sociale. Des modèles majoritairement portés par des femmes, partout dans le monde.

## L'écoféminisme ou la lutte contre le capitalisme patriarcal

Entrevue avec Yveline Nicolas, coordinatrice de l'association Adéquations, elle travaille et milite depuis vingt-cinq ans dans des associations et réseaux français de solidarité internationale, de protection de l'environnement, de droits humains et de développement durable.

### — EG : D'où vient l'écoféminisme ?

A partir des années 70, il y a eu des convergences entre militantes du mouvement féministe et écologiste. Elles ont fait un lien entre l'exploitation de la nature et l'exploitation des femmes, notamment de leur travail domestique gratuit et de leur fécondité. A l'origine du terme « écoféminisme », la française Françoise d'Eaubonne crée le groupe Écologie et féminisme au sein du Mouvement de Libération des Femmes. L'écoféminisme combine une réflexion critique sur le mode de développement focalisé sur la croissance et les exclusions et des pratiques militantes sur le terrain où vivent les femmes et les communautés.

### — EG : Quelles dénonciations et quelles propositions sont issues de ce mouvement ?

La critique du système « patriarcal » est au cœur de ces croisements entre les questions environnementales, sociales, économiques. Cette domination s'est traduite par l'accaparement du pouvoir par des hommes, la division sexuée du travail et la dévolution des femmes à la fonction « reproductive ». Elle a conduit à une

séparation culture/nature, hommes/femmes, esprit/corps, etc. entraînant une attitude prédatrice, colonisatrice à l'égard de la nature, des sociétés non occidentales et des femmes.

Les écoféministes proposent de se réapproprier les modes d'expression et d'organisation qui ont été dévalorisés, le pacifisme, les territoires, les biens communs.

### — EG : Y a-t-il beaucoup de mouvements écoféministes dans le monde ?

Au Nord, les écoféministes se sont engagées dans l'occupation de sites nucléaires civils et militaires, contre des déchets toxiques dans les quartiers défavorisés. Au Sud, au sein de mouvements comme Chipko en Inde, les femmes se sont opposées à l'exploitation commerciale des forêts – en entourant les arbres de leurs bras pour empêcher la coupe. Partout dans le monde, des réseaux de femmes développent des initiatives, pour l'agroécologie, la conservation de semences, la biodiversité, l'énergie solaire... Parfois, la division du travail (les « petites » cultures vivrières aux femmes, les « grandes » cultures commerciales aux hommes) se retourne



en avantage pour des femmes, face à la faillite du modèle productiviste qui entraîne la ruine de paysan·ne·s, l'érosion des terres et la pollution des eaux. En Amérique Latine, des luttes contre l'économie extractiviste font le lien entre l'exploitation de la nature et les violences contre les femmes.

#### — EG : Comment sont entendus ces mouvements par les institutions décideuses ?

Actuellement, des femmes – notamment paysannes ou issues des communautés autochtones – sont en première ligne dans des luttes contre l'accaparement des terres, la déforestation ou les forages pour les gaz de schiste. Ces défenseuses des droits affrontent à la fois le sexisme et le capitalisme. Plusieurs d'entre elles ont été assassinées, comme Berta Flores Càceres, du Conseil citoyen des organisations des peuples amérindiens du Honduras. A un niveau plus institutionnel, les mouvements se font entendre dans les conférences internationales, comme sur les Objectifs de Développement Durable ou les Conférence des Parties (COP) sur le Climat.

#### — EG : Comment rejoindre ces mouvements en France ?

Ici, l'approche écoféministe reste incomprise, notamment parce qu'elle a été assimilée à l'essentialisme, qui veut que les femmes soient dotées de qualités naturelles qui les prédisposeraient à des activités de « care » (prendre soin d'autrui et de l'environnement) alors que ce sont des aptitudes construites socialement - mais qu'il ne faut pas pour autant dévaloriser... Sans se qualifier d'écoféministes, des groupes font le lien entre transition écologique et genre, analysent les dominations multiples, s'investissent contre les « GPII » (grands projets inutiles imposés), contre l'exploitation des animaux et pour le veganisme... Il faut prospecter pour trouver une sensibilité qui nous convienne.

#### ↳ POUR ALLER PLUS LOIN :

<http://www.adequations.org/spip.php?article2515>

cf. notamment exposition « Transition écologique, enjeux et atouts de l'égalité femmes-hommes » :

<http://www.adequations.org/spip.php?article2513>

# L'économie solidaire selon les femmes

Par Joëlle Palmieri

**D**es femmes, victimes du libéralisme, sont conscientes que la diversité de leurs revendications et leurs pratiques d'un pluralisme économique, établissent un contre-courant à la théorie économique dominante, libérale et patriarcale et représentent de sérieuses formes de résistance. L'économie solidaire ou populaire n'est pas un simple secteur réservé aux pauvres, un tiers-secteur qui s'adapte au système néo-libéral. Au contraire, cette économie se place comme une alternative au système, une véritable aide au développement. Selon Heloisa Primavera, économiste argentine, « l'économie solidaire n'est pas un système pour souffrir un peu moins, mais pour changer le système ». Selon Cécile Sabourin, économiste québécoise, l'option patriarcale des systèmes sociaux, politiques et économiques ont une influence sur tous les rapports institutionnels à tous les niveaux. Une des manifestations de ce biais transparaît dans l'invisibilité de la contribution des femmes à l'économie. L'expression de la créativité des femmes peut être valorisée dans son potentiel de transformation sociale. Les initiatives de femmes ne sont pas purement économiques et

financières, mais produisent des biens et services et favorisent la paix indispensable au développement local durable.

« L'économie solidaire a des retombées financières économiques et même sociales et permet d'équilibrer et d'harmoniser la famille », confirme Aminata Diongue Ndiaye, coordinatrice régionale des actions féminines de Dakar. Ainsi, les prêts octroyés aux femmes servent beaucoup plus qu'à l'activité économique en tant que telle. Ils permettent l'accès aux soins, à l'éducation... Il s'agit en fait d'une « économie de vie ». Tout en occupant majoritairement le secteur informel, les Africaines inventent ou expérimentent des initiatives d'économie solidaire par le simple fait que leurs activités ne visent pas un retour sur investissement d'ordre financier, mais recherchent surtout une plus-value sociale, en développant conjointement des services connexes comme la reconstruction d'écoles, la réhabilitation d'hôpitaux ou de maternités, voire le réaménagement du territoire par la réparation des routes, ce qui profite à l'économie globale de la région ou du pays.



Coopératives des femmes de Toudarte, en pause déjeuner © Erika Girault

# Femmes, Genre & Développement

Par Léna Ngouebeng, doctorante en sociologie, mène une recherche sur l'intégration du genre dans l'action humanitaire, en particulier sur l'expertise et les expert·e·s du genre dans ce champ. Ses recherches se situent au croisement de la sociologie du genre, du travail et de ses organisations et professions, et s'intéressent également au rôle et à la place des politiques publiques dans le champ concerné.



Les différentes conférences qui ont marqué la décennie 1990 ont, à chaque fois, fait un pas en avant dans la théorisation des objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes. On peut citer la conférence internationale sur le statut des femmes de Mexico (1975), celle de Nairobi (1985) qui marque la naissance d'un « mouvement féministe mondial » ou encore celle de Pékin (1995) où l'on commence à accorder une grande importance au genre. Les questions d'émancipation des femmes, d'empowerment, puis de genre sont donc officiellement devenues depuis les années 1990 des priorités internationales et l'« approche genre » est aujourd'hui associée à la question du développement et adoptée à toutes les échelles. Ce concept apparaît incontestablement comme un enjeu dans le champ de la solidarité internationale, de plus en plus intégré aux différents projets. Si le terme de sexe a longtemps été employé pour faire référence à la différence biologique, celui de genre est communément employé depuis la Conférence de Pékin pour souligner une construction sociale des sexes autour de la définition des rôles masculins et féminins. Cette perspective permet de noter que les valeurs féminines sont globalement dévalorisées et les valeurs masculines

globalement valorisées. Elle permet également de considérer le genre comme un invariant culturel, mais qui se décline spécifiquement dans chaque culture. Lorsque l'on parle de hiérarchie, on parle d'inégalités. Les femmes représentent 51% de la population mondiale, 66% de la force de travail (dans le travail rémunéré et non rémunéré) ; elles sont responsables de 50% de la production de nourriture et perçoivent 10% des revenus tous secteurs confondus dans le monde. Elles représentent (Banque Mondiale 2014) 70% des travailleurs et travailleuses pauvres, et sont propriétaires dans le monde à hauteur de 1%. Les rapports de genre ont longtemps été un angle aveugle des projets dans les pays du nord comme dans ceux du sud et ce manque de conscience de la réalité a donné lieu à des échecs, voire à des conséquences négatives majeures. Dans le contexte d'un projet, il est important de s'interroger sur la manière dont s'opère la division du travail – rémunéré et non rémunéré – entre les hommes et les femmes et d'observer toute l'organisation sociale qui s'articule au genre (les relations de castes, de classes, de générations, d'ethnicité, d'orientation sexuelle, etc). Le genre est donc central pour appréhender l'ensemble des inégalités.

↳ **L'empowerment** est la prise en charge de l'individu ou d'un groupe d'individus par lui-même, de sa destinée économique, professionnelle, familiale et sociale lui permettant d'acquérir les moyens de renforcer sa capacité d'action afin de défendre au mieux ses droits.



## DE LA DIFFÉRENCE ENTRE “FEMMES ET DÉVELOPPEMENT” & “GENRE ET DÉVELOPPEMENT”

Source : association Adéquations, <http://www.adequations.org/spip.php?article1219>

	FEMMES ET DÉVELOPPEMENT	GENRE ET DÉVELOPPEMENT
Le centre d'attention	Les femmes	Les relations entre les femmes et les hommes
Le problème de départ	L'exclusion des femmes du processus de développement	L'inégalité des relations de pouvoir qui empêche le développement équitable et la pleine participation des femmes
L'objectif	L'intégration des femmes dans le processus du développement	Le développement équitable avec des femmes et des hommes comme décideuses et décideurs
La solution	L'intégration des femmes dans le processus existant du développement	La transformation des relations et la redistribution des pouvoirs, donc l'évolution du mode de développement
Les stratégies	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montage de projets de femmes et de projets intégrés</li> <li>• Augmentation de la productivité des femmes</li> <li>• Augmentation du revenu des femmes</li> <li>• Renforcement des compétences des femmes au sein du foyer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des besoins pratiques formulés par les femmes et les hommes</li> <li>• Mise en évidence des intérêts stratégiques des femmes</li> <li>• Renforcement du pouvoir et de l'autonomie des femmes (empowerment)</li> </ul>

# Les productrices, des producteurs comme les autres ?

Par Emilie Durochat, responsable Partenariats & développement et référente genre de Commerce Équitable France

## — Commerce équitable & égalité femmes-hommes : les atouts —

L'émancipation des femmes et la promotion de l'égalité femmes-hommes convergent avec plusieurs des principes fondamentaux du commerce équitable : l'empowerment des êtres humains, la réduction de la pauvreté des populations les plus vulnérables, la recherche de justice sociale, etc. Le commerce équitable dispose aujourd'hui d'outils concrets et de réseaux pour promouvoir plus d'égalité entre les femmes et les hommes :

- Les principales fédérations internationales et labels de commerce équitable (Fairtrade International, la World Fair Trade Organization, Symbole des Producteurs Paysans) ont fait de l'égalité femmes-hommes un sujet prioritaire et établi des stratégies ambitieuses. Des critères de non-discrimination de genre sont inscrits dans tous les cahiers des charges des labels de commerce équitable.

- L'émancipation économique est un levier puissant pour faire avancer les droits des femmes. De nombreuses success stories existent et font la démonstration que l'accès des femmes à des emplois durables et de qualité et à une rémunération décente dans les filières équitables leur permettent de gagner de l'autonomie, de la mobilité, de la confiance en soi et renforcent ainsi leurs capacités à défendre et négocier leurs droits.

- De plus, le commerce équitable ne se résume pas à un segment de marché, il s'agit bien d'un mouvement social qui souhaite promouvoir un modèle de société basé sur la justice sociale grâce à une économie plus juste et un partage de la valeur dans les filières. L'égalité femmes-hommes apparaît à la fois comme une condition nécessaire et un moyen pour atteindre cette justice sociale.

## — 3 défis majeurs à relever pour le secteur —

### #1 : Rendre visible les femmes dans le commerce équitable

On a l'habitude de parler des « petits producteurs de commerce équitable », on parle moins souvent des productrices alors qu'elles existent bien ! Les organisations de commerce équitable en France (importateurs, labels, etc.)

manquent aujourd'hui de statistiques sur le nombre et la place effective des femmes dans les coopératives du Sud. De même, il existe encore trop peu d'études et de recherches académiques qui traitent des impacts du commerce équitable sur les conditions de vie des femmes et la promotion de l'égalité femmes-hommes. Le mouvement français du commerce équitable a donc un vrai défi à relever en améliorant sa connaissance et sa compréhension des enjeux de genre, qui existent au sein des filières de commerce équitable et au sein des coopératives avec lesquelles il collabore.

### #2 : Partager les impacts du commerce équitable avec plus de femmes

Si le commerce équitable a des impacts positifs avérés sur les revenus et les conditions de vie des producteurs, il est légitime de se demander si les productrices bénéficient autant de ses bénéfices que ces derniers. Dans les coopératives agricoles, on constate que les femmes sont très majoritairement sous-représentées car elles ne bénéficient souvent pas d'un statut

en tant que tel et ne sont bien souvent pas propriétaires de la terre sur laquelle elles travaillent pourtant. C'est donc un défi pour ce secteur d'identifier les leviers pour accroître le nombre de femmes productrices dans les coopératives partenaires du commerce équitable. Il est aussi légitime de s'interroger sur le niveau des prix équitables dans certaines filières de commerce équitable dites « féminines », telles que l'artisanat, le karité ou l'argan : les prix sont-ils suffisamment élevés ?



### #3 : Intégrer l'égalité femmes-hommes dans le partenariat de commerce équitable

Aujourd'hui, nombreuses sont les organisations de commerce équitable d'importation et de distribution au Nord qui ne se sentent pas légitimes pour aborder la question de l'égalité femmes-hommes dans le cadre de leurs relations de partenariat avec des organisations de production. Il existe très souvent la crainte pour celles-ci d'imposer leur vision et leurs valeurs sans respecter la diversité et l'autonomie culturelles de leurs partenaires du Sud. Pourtant, des mouvements d'émancipation et de défense des droits des femmes existent dans tous les pays et sur tous les continents. Les acteurs et actrices français·e·s du commerce équitable ont donc toute légitimité à partager cette préoccupation commune avec leurs partenaires et à tisser des liens forts avec les mouvements de promotion de l'égalité femmes-hommes existants localement.



## LA STRATÉGIE « ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES » DE COMMERCE ÉQUITABLE FRANCE

Commerce Équitable France s'est doté en 2017 d'une stratégie « commerce équitable et égalité femmes-hommes » qui vise à :

- Mieux comprendre les enjeux de genre dans les filières de commerce équitable et identifier des leviers de changement ;
- Renforcer les capacités de ses membres à intégrer le genre dans leurs partenariats Sud ;
- Porter un message collectif du mouvement français du commerce équitable en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment à l'occasion de la Quinzaine du commerce équitable 2018.



# Le commerce équitable, un terreau fertile de l'égalité

Par David Erhart, Responsable suivi des partenaires FAdM et des campagnes / plaidoyer de la Fédération Artisans du Monde

**D**ans sa définition, le commerce équitable est présenté comme un outil de soutien aux producteurs et productrices marginalisé.e.s pour construire une société plus juste, plus respectueuse des droits humains et environnementaux. En tant que moitié de l'humanité qui souffre en premier lieu de discriminations sociales et économiques, les femmes ont donc immédiatement été identifiées comme cible première de l'action des organisations de commerce équitable. C'est aussi parce qu'elles représentent une puissance nécessaire pour atteindre les défis mondiaux (éradication de la pauvreté, éducation, environnement) que le commerce équitable a intégré dès sa genèse l'objectif de l'égalité femmes-hommes et de la non-discrimination.

Pour autant, le commerce équitable n'est pas une solution magique ! En effet, les inégalités femmes-hommes trouvent leurs racines dans des contextes sociaux, religieux, culturels ou politiques que le seul commerce équitable ne peut combattre. S'il ne prétend pas être la solution pour modifier ces contextes, ni même ne prétend abolir les rapports de domination masculine, il fait le pari que l'établissement d'une relation commerciale équilibrée et juste pourra redonner aux femmes concernées un pouvoir

d'agir et une assurance pour assumer une place nouvelle dans leur société. En effet, lorsqu'une femme accède à un emploi de qualité, rémunéré de manière équitable, elle devient plus autonome financièrement et gagne en confiance. Il existe d'autres éléments déterminants de l'effet du commerce équitable, au-delà de l'effet économique et de ses conséquences : c'est celui de la confiance en soi et de l'estime de soi qu'il permet de regagner. De nombreux témoignages de femmes des organisations de productrices partenaires l'expliquent ainsi : l'estime de soi augmente, les regards dans l'entourage familial changent et la micro-société évolue au diapason tandis que la pauvreté diminue. Enfin, si les organisations de commerce équitable ne peuvent évidemment pas à elles seules changer une société, elles peuvent, par l'exemple, montrer que des changements sont possibles et nécessaires.

Pour Artisans du Monde, cette lutte est au cœur même du mouvement depuis sa création : en effet, si Artisans du Monde s'est tournée dès le début vers les organisations d'artisanes c'est aussi pour répondre à l'urgence de la situation de vulnérabilité dans laquelle elles se trouvaient. Depuis plus de 40 ans, Artisans du Monde travaille avec ces organisations dans lesquelles les femmes sont ●●●/●●●

souvent majoritaires (en artisanat elles représentent 75% environ des producteurs et productrices) en appuyant deux grandes formes d'organisations :

- **Des organisations pour les femmes et par les femmes** : ce sont des organisations qui bien souvent ont été créées, sont pilotées et dirigées par des femmes et dont les membres sont quasi exclusivement des femmes. En effet, concernant l'égalité des genres, de nombreuses femmes se sont rendues compte qu'elles seraient plus à même d'obtenir des résultats en termes d'empowerment en se focalisant sur des organisations féminines : leur émancipation devant passer par une prise de responsabilité directe et autonome. Ces victoires semblent plus difficiles à obtenir dans un environnement mixte, peuvent ensuite être mises à profit au sein d'espaces mixtes plus classiques, comme les familles, les conseils communautaires ou les structures syndicales. Ce faisant, ces organisations irradient petit à petit au sein de la société.



Fileuse de coton du village de Katia dans le Nord de la Côte d'Ivoire, membre de l'Union des Groupements d'Artisans du Nord © Erika Girault

- **Des organisations mixtes engagées pour l'égalité femmes-hommes** : ces organisations concernent surtout les structures agricoles où la place des femmes et leur statut est au cœur des principes d'action. Poussées par des politiques internes volontaristes, par des leaders féminines et appuyées par les principes du commerce équitable, ces organisations montrent au quotidien que l'égalité femmes-hommes est possible.

Malgré tout, les femmes peuvent aussi dans ces structures estimer avoir encore trop peu d'espace d'écoute et plus de difficultés à se faire entendre et respecter. Les critères du commerce équitable sont un outil d'amélioration continue et il tient à tou•te•s les acteurs et actrices de la filière de faire converger les pratiques et les principes au travers des systèmes de garantie mis en place.

Quelle que soit la forme d'organisation, le commerce équitable se révèle plutôt comme un outil d'émancipation économique et social pour des milliers de femmes, qui retrouvent dignité et estime dans leurs contextes respectifs. S'il ne permet pas forcément une égalité femmes-hommes immédiate, il en est un terreau fertile. Parce qu'au travers de ses principes, il se l'est fixé comme un objectif politique clair, avec une obligation de progrès permanente.



Meera Bhattarai, directrice d'ACP  
– Association for Craft Producers - Nepal



**Ma grande satisfaction c'est de voir une femme qui se sente comme une personne à part entière, qu'elle comprenne que la vie est pleine de sens et qu'elle a du pouvoir sur sa vie ! »**

En France, plus d'hommes que de femmes font partie d'une association (49% contre 40%) et seules 9% des femmes membres d'associations y exercent une responsabilité (données 2009 – INSEE).

Selon l'European Fair Trade Association : près de 80% des Européen•ne•s qui s'investissent bénévolement dans des réseaux de commerce équitable sont des femmes.

D'ailleurs, dans le mouvement Artisans du Monde, les femmes jouent également un rôle primordial puisqu'elles occupent majoritairement les postes à responsabilité : 70% des président•e•s des groupes locaux sont des femmes. Côté production, Artisans du Monde compte parmi les 107 organisations partenaires près de 55 % qui sont spécifiquement des groupements de femmes. Cela monte à 75% si l'on se restreint au domaine de l'artisanat.

# Paroles de productrices

Témoignages et photos recueillis par les équipes de la World Fair Trade Organization

## — Fair Trade Egypt - Egypte: réussites entrepreneuriales de femmes —

Deux femmes mettent au défi les traditions patriarcales et réussissent parce qu'elles ont cru en elles.



### Aisha

Notre histoire commence à Shalatin, une ville égyptienne située près de la Mer Rouge.  
Aisha

Les personnes qui vivent sur la Côte de la Mer Rouge sont issues de minorités ethniques : des bergers, des chasseurs et marchands de chameaux africains. Chez les Bédouins, le rôle principal des hommes est de subvenir aux besoins de sa famille. La ville de Shalatin est une des plus marginalisée d'Égypte puisque très éloignée de la capitale et en dehors des circuits touristiques.

La zone est limitée en matières premières, mais le savoir-faire artisanal des femmes remonte à des temps anciens. Aujourd'hui remis au goût du jour, la production artisanale permet aux femmes de sortir de la vulnérabilité. Les femmes de l'organisation n'avaient pas réalisé leur potentiel avant qu'elles ne soient formées et encouragées par des acheteurs. Le plus compliqué était de faire sortir les femmes de leur maison pour vendre leurs productions (notamment parce que la tradition limite leur rôle aux travaux domestiques).

Aisha a décidé de ne pas tolérer ces pratiques et ces traditions qui empêchent les femmes de sortir, de jouer un rôle public et de travailler. Elle s'est mise à récolter les productions des femmes et à aller les vendre dans les villages touristiques (comme dans la ville de Marsa Alam, à 250 kilomètres de là). Elle passe des conventions avec des hôtels pour construire des partenariats commerciaux solides.

Cette initiative permet à 80 femmes de sortir de la condition à laquelle elles étaient assignées. Son histoire montre que l'on peut être une femme bédouine et réussir. Les 3 filles d'Aisha sont au lycée et à l'université, grâce à son salaire à elle. Aisha est fière de permettre à d'autres femmes de vivre mieux. Elle est heureuse de ne pas avoir inspiré uniquement des femmes, mais aussi des hommes qui ont fini par accepter et croire en l'importance du travail des femmes.



### Rawya

"Je suis Rawya. J'ai grandi dans un village rural de Fayoum. La plupart des hommes du village sont paysans. Ce magnifique village est devenu une destination pour des artistes et écrivain•e•s.

J'avais 14 ans quand j'ai commencé la poterie, avec d'autres enfants, nous construisions des petits animaux pour jouer."

"Une artiste nommée Evelyne est venue au village. J'ai décidé de travailler avec elle pour cultiver ma passion pour la poterie. Cela fut le début du voyage. En ces temps-là, les ateliers étaient réservés aux hommes. J'ai donc décidé de créer mon propre atelier. Il était tout petit, seulement mon mari et moi travaillions là. Je n'ai cessé de me former pour créer des objets compétitifs et originaux à présenter sur les marchés ! J'ai passé des heures et des heures dans cet atelier pour développer des produits que j'allais vendre au Caire. J'étais illettrée, comme la plupart des femmes de mon village qui n'étaient pas autorisées à aller à l'école. Je n'étais donc pas en mesure de lire des commandes de client•e•s ou de réaliser des calculs. J'ai donc décidé d'apprendre à lire, à écrire et à compter."

"J'ai eu la chance de voyager en France pour représenter mon village à des expositions, ce qui m'a permis de prendre des contacts et de prospecter pour écouler nos produits. Mon atelier a grandi et j'emploie aujourd'hui 14 personnes.

Les personnes de mon village montrent un intérêt croissant pour la poterie. Elles ont commencé à voir les choses différemment et ont commencé à apprécier les efforts que j'ai réalisés pour sortir de la place qui m'était assignée. Maintenant, je forme les gens du village qui veulent apprendre mon style de poterie. Cela me rend fière de pouvoir partager ma réussite avec des personnes qui ont changé de point de vue sur le travail des femmes."

## — Selyn - Sri Lanka : Mère, artisanne et ambassadrice pour l'égalité des genres —

L'organisation Selyn est porteuse d'empowerment pour les femmes des communautés économiquement marginalisées du Sri Lanka depuis 25 ans. Son but est de sortir les artisanes de la pauvreté et de lutter pour reconstruire leur estime d'elles-mêmes par le renforcement de leurs compétences et de connaissances, tant professionnellement que personnellement. En y parvenant, les femmes deviennent les ambassadrices du changement dans leur communauté et contribuent à construire un Sri Lanka plus fort. Chez Selyn, c'est la journée internationale des droits des femmes tous les jours pour le millier d'artisanes qui la composent !



Sunethra a rejoint Selyn en 1995, en apprentissage. Grâce à son professionnalisme, elle est parvenue rapidement à un poste expérimenté. Elle s'est mariée en 2000 et a eu 2 enfants. Elle s'est alors retirée de l'organisation. Au Sri Lanka, communément les femmes abandonnent leur travail lorsqu'elles se marient et fondent une famille.

L'entreprise Selyn est profondément ancrée dans la culture du Sri Lanka et connaît les défis auxquels les femmes doivent faire face ainsi que les règles sociales établies. L'égalité des genres est un pilier central chez Selyn qui incite fortement les femmes à continuer à travailler et à garder la maîtrise de leur vie. Ainsi, Selyn a mis en place un système de travail à domicile pour permettre aux femmes de garder leur

indépendance en continuant à gagner leur vie.

"En tant que mère, je dois élever mes deux garçons et leur fournir une éducation." dit Sunethra. L'équipe de Selyn, convaincue de ses compétences, après plusieurs années dans l'équipe, lui a permis de maintenir son emploi, en lui fournissant du travail de production à domicile, dans son nouveau village. "Je profite que mes enfants soient à l'école pour travailler pour Selyn, ainsi, je peux continuer de toucher un salaire" dit Sunethra.

Grâce à ce travail, elle contribue activement aux revenus de la famille et maintient sa confiance en elle. Par ailleurs, elle montre un bon exemple aux autres femmes du village et de sa communauté. Elle est devenue ambassadrice de l'empowerment des femmes pour l'entreprise et a pour mission d'encourager d'autres femmes à rejoindre les équipes de productrices. En tant qu'employée expérimentée, elle forme les autres femmes au travail artisanal, et par la même occasion, devient passeuse d'empowerment !

## — Fruandes - Colombie : Dépasser le machisme pour un environnement de travail plus juste —

Quand Giovanni Porras et Hugo Ciro fondaient Fruandes en 2001, ils avaient une vision claire : soutenir les producteurs et productrices paysan·ne·s victimes de la chute du cours du café et fournir un emploi aux mères célibataires de Cazuca, une communauté marginalisée près de Bogota.

"Fruandes a toujours voulu mettre en lumière l'énorme travail quotidien que les femmes effectuent dans l'ombre, tant en agriculture qu'en termes de développement" raconte Giovanni. "Lorsque l'on a fondé l'entreprise, l'idée était d'offrir un travail décent, porteur de développement personnel pour les communautés de femmes", ajoute-t-il.

De nombreuses femmes employées par Fruandes, victimes de la violence des guérillas, avaient fui leur maison de la campagne colombienne à la recherche d'une vie meilleure. Nombre d'entre elles ont dû faire face à de lourds obstacles. Les femmes colombiennes sont souvent plus instruites que leurs homologues masculins, mais elles ont plus de difficultés qu'eux à accéder au marché du travail. Quand elles y parviennent, elles sont sujettes à de significatives différences de salaires ou ne sont pas déclarées, donc précaires. Pour celles qui n'ont pas d'instruction formelle de base, la situation est bien pire encore, surtout lorsqu'elles doivent jongler entre l'éducation de leurs enfants, le maintien toute la famille et leur emploi.

"Avant de travailler à Fruandes, j'étais soit sans travail, soit serveuse dans un restaurant. Mais je n'ai jamais ni profité de bonnes conditions de travail, ni pu jouir d'un travail décent" dit Paola Sastoque, 35 ans, travailleuse agricole pour Fruandes. Ce nouveau

travail, ajoute-t-elle, l'a rendue indépendante malgré le fait que son compagnon l'ait quittée à la naissance de leur deuxième fille et l'ait laissée seule à élever ce bébé et leur fille de 4 ans.

"Je viens d'un milieu modeste et j'ai trouvé une chose importante chez Fruandes : la capacité à assumer seule mes deux filles et la volonté de ne plus jamais dépendre d'une autre personne".

Le but de Fruandes est l'empowerment de ses travailleurs et travailleuses. 70% des employé·e·s sont des femmes, et 22% des postes de direction sont occupés par des femmes.

"Dans l'entreprise dans laquelle je travaillais précédemment, il y avait beaucoup de machisme. Les femmes et les hommes étaient traité·e·s différemment", dit José Diaz, coordinateur chez Fruandes. "Beaucoup de choses n'étaient pas accessibles aux femmes et les opportunités d'évolution et augmentations étaient réservées aux hommes. Chez Fruandes, le machisme n'existe pas. Nous sommes avant tout des êtres humains, nous travaillons simplement ensemble" dit-il.

Vivián Rubio, 23 ans, productrice de mangues chez Fruandes et ingénieure agronome. "Beaucoup de femmes sont dans le secteur agricole, mais elles restent en arrière-plan. De plus, elles prennent soin des enfants, des tâches domestiques et tout le travail d'intendance du foyer", dit-elle en signifiant que le travail paysan en Colombie est un monde masculin. "Surtout si vous êtes jeunes, vous faire entendre est un défi, pas impossible à relever ! Cela prendra peut-être du temps pour changer, mais il y a de plus en plus de femmes dans les rôles décisionnaires".



Neidhy López, 41ans, ingénieure chez Fruandes, déclare sa reconnaissance à Fruandes pour le soutien qu'elle y a reçu, pour la place qu'elle a pu y prendre et pour l'avoir laissée créer ses propres opportunités, pas seulement en recevoir. "Fruandes fut d'une grande aide pour l'avancement de ma carrière, et je suis

très reconnaissante pour cela", dit N. López, qui a pu réaliser ses stages et sa thèse dans l'entreprise. "L'égalité des genres dépend de nous. Si nous voulons devenir quelqu'une en tant que femme, nous devons provoquer et maîtriser notre émancipation".

# Femmes et handicap, la discrimination multiple

Par Carla Jordao et Marion Niclot, de l'association d'éducation populaire Starting Block

Lors d'une animation au mois de mars dernier, Starting Block a abordé avec les étudiant·e·s la question du handicap orientée sur le genre. Intégrer cette question dans une approche systémique a permis de soulever un problème peu souvent abordé en croisant deux discriminations le genre et le handicap.

Aujourd'hui, selon Handicap International, les femmes en situation de handicap représentent près de 19.2% de la population mondiale. Les discriminations multiples comprennent les discriminations successives qui se suivent dans le temps mais qui n'interviennent pas en même temps ou dans les mêmes situations, et la discrimination cumulative s'appuie sur plusieurs motifs discriminatoires qui interviennent en même temps et s'ajoutent les uns aux autres. A ces deux types de discriminations s'ajoute la discrimination intersectorielle.



**BOMBOLULU  
WORKSHOP**

Il s'agit d'un programme spécifique initié en 1969 par l'Association Kényane des Handicapé·e·s (APDK). Cette ONG est engagée dans le soutien et le plaidoyer pour les personnes en situation de handicap au Kenya. Elle a pour objectif de faire reconnaître la place des personnes handicapées dans la société, d'obtenir un appui substantiel du gouvernement et de participer activement à la réhabilitation et à l'empowerment des artisan·e·s.

Elle forme et procure un revenu à 90 personnes dans le quartier éponyme de Mombasa, 50% de femmes, 50% d'hommes.

→ [www.apdkbombolulu.org](http://www.apdkbombolulu.org)

**BOMBOLULU**  
WORKSHOPS & CULTURAL CENTRE

## — Scolarisation —

Dans de nombreux pays du monde, la faible accessibilité physique, mais également la vision que porte la société sur le handicap, a pour conséquence une très faible scolarisation des enfants en situation de handicap. Dans les pays européens, malgré le fait que les femmes porteuses d'un handicap sont plus diplômées que les hommes dans la même situation, elles sont moins nombreuses qu'eux à exercer un emploi.

## — Accès à l'emploi —

On constate encore une cumulation et un renforcement des stéréotypes concernant les femmes en situation de handicap. En effet, la fragilité ou la vulnérabilité, qui est plutôt attribuée aux femmes, est renforcée chez les femmes en situation de handicap alors que les hommes sont généralement considérés comme plus résilients et plus volontaires. Dans le domaine de l'emploi, d'autres critères de discriminations peuvent s'ajouter à ceux-ci : presque la moitié des personnes en situation de handicap ont plus de 50 ans.

## — Insertion et reconnaissance économique et sociale —

Dans une société où le travail est un vecteur fort d'insertion sociale, les femmes en situation de handicap sont considérées comme « inutiles » et dépendantes de l'aide sociale. Parfois en situation d'isolement, en raison d'un manque d'accessibilité dans l'espace public, ces personnes se voient exclues des interactions sociales favorisées par l'insertion dans le monde professionnel. Ces femmes sont également plus nombreuses à connaître des difficultés financières. Ces deux éléments impliquent une forte dépendance des femmes en situation de handicap à leur entourage. Cette dépendance, contribue à rendre ces femmes plus vulnérables et exposées à la violence. En effet, selon l'ONU Femmes, les femmes en situation de handicap sont deux fois plus menacées par les violences domestiques. « Le risque de violence sexuelle pour les femmes est d'autant plus élevé parce que des stéréotypes sociaux et culturels font que les femmes et les filles n'ont pas le droit de gérer leur propre vie sexuelle et santé reproductive » explique Muriel Mac-Seing, qui traite ces questions chez Handicap International.

# Femmes & Agriculture biologique

Par Alexandre Guérillot de la Fédération Nationale pour l'Agriculture Biologique (FNAB)



Le projet de la FNAB sur la place des femmes dans l'agriculture biologique est le résultat de la mobilisation d'administratrices du réseau. Militantes de longue date pour la plupart, leurs interrogations ont d'abord porté sur les freins et leviers à l'engagement des agricultrices au sein du réseau et plus largement dans les instances de défense de l'agriculture biologique. Un groupe de travail composé à ce jour de 17 productrices et producteurs et ont élargi leurs réflexions dans une direction plus globale. Leurs objectifs ? Arriver à une connaissance affinée de la place et du rôle des femmes de leur profession, les valoriser, et amorcer un travail de fond au sein du réseau pour une meilleure prise en compte des femmes dans le réseau, notamment du point de vue de la gouvernance, pour favoriser l'émergence de vocations, et assurer un environnement non discriminant.



Le groupe de travail a donc, dès fin 2017, coordonné une étude par questionnaire en coopération avec l'Agence Bio visant à :

- Dresser un portrait démographique des paysannes bio.
- Décrire leur travail et la division genrée de ce travail au sein des fermes.
- Dresser un état des lieux de l'engagement et de la représentation des femmes dans le réseau FNAB et dans les instances de gouvernance de la profession.

Cette étude a donné lieu à de passionnants débats, entre femmes et hommes, productrices et producteurs, sociologues, salarié·es du réseau et partenaires, pour dessiner les contours de la future action de la FNAB contre les inégalités des genres au sein du monde agricole. Le réseau a fini par adopter une motion déclinant une série d'actions en faveur des femmes, de leur représentativité, de leurs conditions de travail :

- Réaffirmation de l'objectif de parité dans les conseils d'administration des différents échelons du réseau FNAB
- Engagement du réseau FNAB à initier des groupes d'échanges entre femmes pour continuer à travailler ce sujet
- Objectif de genrer les bases de données
- Poursuivre ce travail en inter-réseau avec les partenaires intéressé·e·s et mobilisé·e·s sur cette question.

L'accès à la terre est un droit économique incluant l'accès à la terre, son contrôle et la possession de titres fonciers. Les femmes possèdent 13% des terres agricoles dans le monde.

?!

## L'ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES EST-ELLE PLUS DIFFICILE À ATTEINDRE AU SUD QU'AU NORD ?

Extrait d'une journée de réflexion sur le genre organisée par la plateforme d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale Educasol avec ses membres

### — PAS D'ACCORD

- Le fonctionnement de la société permet plus d'égalité au Sud qu'au Nord.
- Dans la solidarité internationale, 80% des salarié·e·s sont des femmes mais dans les ONG 80% des cadres sont des hommes.
- En France en 10 ans on a gagné 9 mn de participation des hommes aux tâches ménagères.
- Le débat en France sur le mariage pour tous et toutes, montre que la frontière Nord/Sud n'est plus valide.
- Il y a actuellement récession de l'égalité dans les acquis.

### — D'ACCORD

- Le Nord est mieux équipé que le Sud en termes d'accès aux droits économiques et sociaux, lesquels sont une condition à la réalisation de l'égalité des genres.
- Les femmes ont plus largement voix au chapitre au Nord qu'au Sud.
- Au Sud l'égalité est plus difficile d'accès, les contraintes du quotidien pèsent plus.
- Au Nord quand on essaie de faire du plaidoyer, on obtient quelque chose.

# L'égalité, ça s'apprend ?

Par Erika Girault, chargée de mission Education à la Fédération Artisans du Monde

Les rôles sociaux sont distribués depuis la nuit des temps aux personnes en fonction de leur sexe. Faire l'égalité entre les femmes et les hommes revient à se battre contre des habitudes, pratiques installées depuis des milliers d'années. Les comportements stéréotypés (bleu / virilité / extérieur = garçons ; rose / sensibilité / intérieur = filles) et les rapports de domination masculine (le masculin l'emporte sur le féminin) sont tellement ancrés au fin fond des cerveaux qu'ils ne vont pas s'abolir du jour au lendemain à coups de # en tous genres ! Le changement ne pourra se passer d'éducation populaire comme processus d'émancipation et de transformation sociale,



et spécifiquement d'éducation à l'égalité de tous les enfants et tous les parents quels que soient leur milieu social, leur culture, leur origine géographique... L'égalité n'a pas de frontière, n'a pas de culture, ni de religion. Un monde juste et solidaire ne pourra pas se faire si 51% de sa population est laissée de côté. L'égalité entre les femmes et les hommes a besoin que la population soit consciente des mécanismes iniques de la domination masculine pour déconstruire les stéréotypes gravés dans ses agissements et envisager des transformations sociales de fond.

Animation d'Artisans du Monde à Alternatiba, 2015 (© Didier Reynaud / FADM)

**Militant de la lutte contre le sida, le Dr Kpote intervient comme « animateur prévention » dans les établissements en Ile-de-France depuis plus de 15 ans. Chaque mois, il écrit une chronique dans le mensuel Causette. La chronique de l'animateur dans le numéro 84 du mensuel nous réveille. Elle dénonce le fatalisme et le caractère perpétuel des inégalités femmes-hommes. En voici un extrait ↴**

## #éduquetonporcelet

La famille reste le premier laboratoire éducatif, le champ prioritaire de l'égalité. Il faut le marteler à ces pères qui s'enorgueillissent des conquêtes de leurs fils, tout en interdisant à leurs filles de s'habiller trop léger, ou à ces mères qui excusent la confiscation de l'espace récréatif à leurs fils parce qu'ils auraient plus besoin de se défouler que leurs filles. Si on les laisse faire, on n'est pas sorti•e•s de l'auberge « mascu ». Chaque message a son importance, et en tant que parents, nous sommes les premières références d'un homme ou d'une femme en devenir. Personne ne sensibilise les parents aux inégalités

générées par une éducation trop genrée et ils•elles se débrouillent avec leur héritage éducatif.

Mais si la famille doit insuffler, toute la société doit prendre le relais. Car elle aussi a son rôle à jouer. Combien de « porcs » seront réellement condamnés ? Quels moyens vont être réellement débloqués pour combattre le fléau du sexisme ? Quelques heures de prévention au collège n'en viendront pas à bout. Quelques initiatives de profs engagé•es non plus. La police, la justice sont concernées [...]. Les entreprises, les associations, les partis politiques sont concernés. [...] Les lieux publics, les universités, les grandes écoles, les

bars, les boîtes de nuit, les salles de concert doivent être aussi impliquées.

[...] Il nous faut les moyens de financer une véritable révolution de l'éducatif pour bousculer, au cœur de la transmission intergénérationnelle, les stéréotypes de genre et les inégalités qui en découlent. Si on ne s'y attèle pas rapidement, les #metoo seront sortis du placard pour rien. Monsieur Macron et celles et ceux qui suivront, l'urgence nous le réclame haut et fort #balancezdufric pour la prévention et l'éducation. Et n'oubliez jamais que vous nous devez l'exemplarité.



## COMPRENDRE POUR AGIR : L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, UN LEVIER DE CHANGEMENT !

Par Anne Kaboré Leroy, de la plateforme d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) Educasol

**Q**uel acteur ou quelle actrice de l'ECSI ne s'est pas posé à un moment ou un autre cette question : concrètement qu'est-ce que mon action a changé ? Répondre à cette question n'est pas pour autant facile et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord du fait de la nature immatérielle des changements recherchés. L'ECSI a pour objectifs de changer les représentations, d'acquérir de nouveaux savoirs, savoir être, savoir-faire, de renforcer la capacité à agir... à changer les conditions de vie, ce qui est bien évidemment, intimement mêlé avec le renversement des rapports de domination, aussi entre les hommes et les femmes. L'ECSI vise donc le changement

social et sociétal c'est-à-dire le changement dans la société et de la société comme processus permanent et intentionné au niveau personnel, micro social et macro social. Chaque personne, où qu'elle se trouve, si elle est mieux outillée pour comprendre la complexité du monde et les mécanismes de domination qui le traverse, aura le désir et les moyens de contribuer à son changement. Les changements cumulés de comportements ou d'attitudes, des politiques, des citoyen·ne·s, contribuent ainsi à la définition de nouveau paradigme du Développement et donc ont forcément, à terme, un impact sur les conditions quotidiennes de vie de l'ensemble de la population de la planète.



Photographie : Création collective lors d'un portage de parole à Aubervilliers - Weadsj. © Erika Girault

Du fait en second lieu du caractère complexe des processus mis en œuvre. Il s'agit de processus éducatifs. Ils ne sont donc pas linéaires et demandent à tenir compte des rythmes de chaque personne. Ils ne peuvent pas être entièrement planifiés au départ.

En dernier lieu du fait de l'échelle de temps pertinente pour appréhender ces changements.

Les effets des actions éducatives sont perceptibles à moyen ou long terme mais il faut également prendre en compte les petits changements constatés « à chaud » au fil de l'action ! La déconstruction des stéréotypes de genre peuvent aussi bien arriver en plein cœur de l'action, et les changements de comportements à plus long terme, ou inversement !

# L'éducation au commerce équitable agit pour l'égalité

Par Erika Girault, chargée de mission Éducation au commerce équitable pour la Fédération Artisans du Monde

L'éducation au commerce équitable est l'un des trois piliers d'action du mouvement Artisans du Monde, indissociable des activités de vente et de plaidoyer, dont la finalité est de construire d'autres échanges mettant au centre les droits économiques, sociaux, culturels, environnementaux, pour aller vers un monde plus juste et plus humain. L'éducation au commerce équitable vue et pratiquée par le mouvement Artisans du Monde, répond aux objectifs suivants :

- Déconstruire les stéréotypes et lutter contre toute forme de discrimination ;
- Favoriser l'esprit critique des citoyen·ne·s, principalement sur le système économique mondial ;
- Faire prendre conscience du pouvoir d'action des citoyen·ne·s, consommateurs et consommatrices, élu·e·s, professionnel·le·s, militant·e·s... pour inventer et mettre en œuvre tout type d'alternative au système économique dominant.

Par ailleurs, l'éducation au commerce équitable s'inscrit dans une perspective de développement durable et permet d'investir différents champs thématiques tels que les droits humains, l'économie sociale et solidaire, la citoyenneté, etc.

C'est donc tout naturellement que le mouvement Artisans du Monde a choisi de renforcer ses capacités et de se doter de connaissances et d'outils pédagogiques sur les questions d'égalité femmes-hommes, partant du constat qu'un monde juste et solidaire ne pourra se construire sans l'égalité pour l'humanité.

Dans sa mallette pédagogique "Liban, des terroirs pleins d'espoir" réalisée à la fois par les partenaires libanais·e·s et le secteur Education de la FADM, les femmes porteuses de changement font l'objet d'une séquence vidéo pour témoigner de leur choix de reprendre en main leur vie et montre la manière dont elles se sont organisées pour faire vivre leur projet émancipateur. Une trame d'animation permet de donner les clefs de compréhension sur le genre et l'égalité.



Outre ce bel outil, nos équipes ont adapté plusieurs supports éducatifs (genre de bulles, pas en avant) qui poursuivent le double objectif de déconstruire les idées reçues et les stéréotypes de genres et de sensibiliser les personnes sur l'inégalité des chances, lorsqu'on est une femme,  particulièrement d'avoir accès à un travail décent sans mettre en danger ses enfants.

→ Pour se procurer la mallette : [www.outils.artisansdumonde.org](http://www.outils.artisansdumonde.org)

→ Pour télécharger les fiches de jeux : [www.artisansdumonde.org/ressources/jeux](http://www.artisansdumonde.org/ressources/jeux)

# Viser la transformation sociale



## WFTO : Pas de promesses, des actes.

Au cœur du commerce équitable se trouve l'engagement pour l'égalité des genres et la non-discrimination. Le principe 6 exige des organisations de commerce équitable :

- qu'elles aient une politique en place
- qu'elles prévoient des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les femmes dans leur organisation
- qu'elles se dotent d'une politique de non-discrimination de genre
- qu'elles se dotent d'une politique d'égalité des sexes,
- qu'elles s'engagent à verser un salaire égal à travail égal aux femmes et aux hommes.
- qu'elles encouragent la participation des femmes à investir les lieux de prises de décision, au niveau de la direction et de la production.



Artisane du village de N'Dem - Sénégal © FADM

## Plus forts que des devoirs, plus forts que des lois, les faits ! Le commerce équitable transforme la société.

— **Pari tenu, parité atteinte !** — Aussi, les premiers résultats d'un sondage sur l'égalité des genres dans les organisations membres donnent un aperçu sur la place des femmes dans les instances de décision des organisations membres.

### UN RAPIDE APERÇU: LES FEMMES DANS LE COMMERCE ÉQUITABLE



Entreprises du modèle dominant\*

Organisations de commerce équitable (WFTO)

Sièges dans les conseils d'administration

12%



51%

Femmes PDG

9%



52%

Postes d'employé-e-s expérimenté-e-s (seniors) occupés par des femmes

24%



54%

\*D'après l'étude Grant Thornton «Femmes et business» 2017

### — Comment s'impliquer et soutenir l'égalité ? —

Si vous voulez soutenir le renforcement des femmes, vous pouvez :

- Choisir une consommation équitable en préférant les produits équitables : repérez la Garantie "Commerce Équitable". Beaucoup de ces produits sont fabriqués par des groupes de femmes qui se renforcent.
- Si vous êtes responsable d'une boutique de détail, fournissez-vous en produits équitable. Consultez l'annuaire des fournisseurs sur le site de la WFTO : [wfto.com](http://wfto.com)
- Passez le message. Partagez les histoires de femmes qui font et renforcent le commerce équitable sur Twitter et Facebook avec **#GenderEqualityNow** **#PressForPorgress**





**OXFAM**

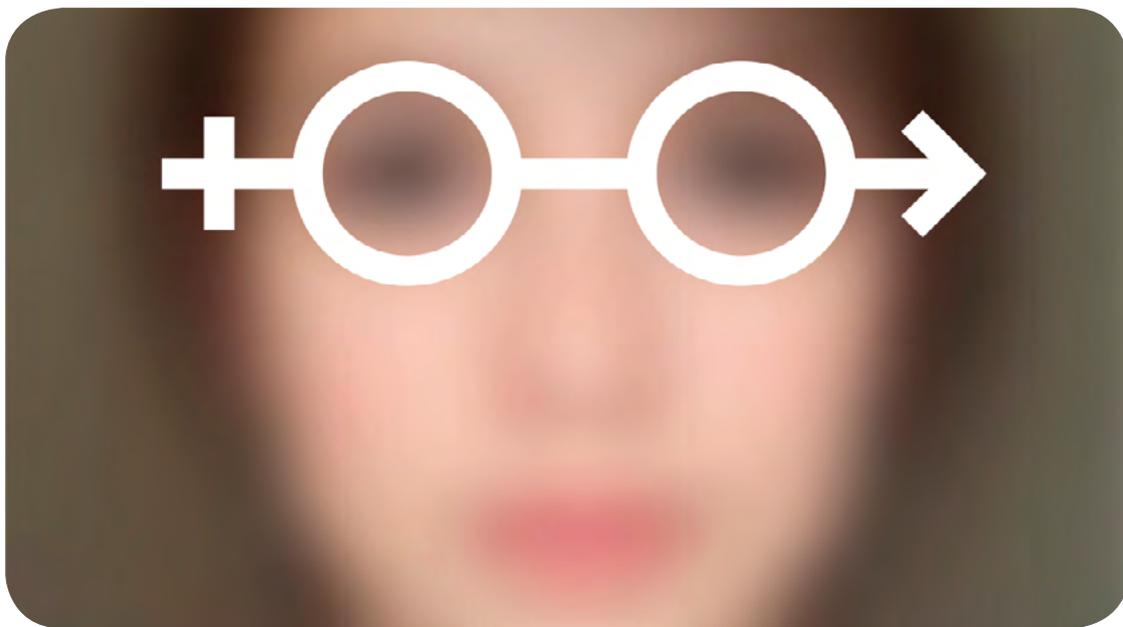
Magasins du monde

## Campagne Oxfam Magasins du Monde Fairchances.org

**E**n Inde jusqu'au Burkina Faso, en passant par la Bolivie et la Belgique, le commerce équitable est un levier d'émancipation et de transformation des rapports de pouvoirs opprimants. Porter les lunettes Fairchances, c'est une invitation à changer notre regard sur le monde qui nous

entoure, encore outrageusement discriminant envers les femmes. C'est prendre position sur la question et ne pas être neutre, ni ici, ni là-bas. C'est s'inscrire dans une démarche collective pour organiser les solidarités en faveur d'un monde plus juste et équitable pour toutes et tous.

### Du mal à voir l'égalité des genres ?



Entrevue avec Bruno Gemenne d'Oxfam Magasins du Monde, en charge des projets de jeunes.

— **EG : Quels résultats avez-vous obtenus jusqu'ici grâce à cette campagne ? Quelle mobilisation citoyenne avez-vous provoquée ? Quelle incidence politique avez-vous induit ?**

La campagne Fairchances a permis de positionner les enjeux liés au genre dans le secteur du commerce équitable auprès des organisations internationales et locales de commerce équitable et de défense des droits des femmes. Les partenariats Nord-Nord se sont également vus renforcés considérablement dans le domaine des droits des femmes, tant à l'échelle locale qu'internationale : ceux-ci ont permis de toucher un public différent de celui qui est familier à Oxfam. De par les collaborations mises en place dans le cadre de la campagne, Oxfam a ainsi défendu sa légitimité à débattre sur la question de l'empowerment des femmes par le travail décent, avec une expertise complémentaire à celle apportée par d'autres acteurs associatifs. Enfin, Oxfam-Magasins du monde a mis en place une démarche d'autodiagnostic pour amorcer une intégration plus transversale et systématique de l'approche genre dans l'ensemble de ses métiers et activités.

— **EG : Pouvez-vous nous dire un mot sur le scandale qu'a essuyé l'ONG Oxfam dernièrement ?**

Les dernières actualités pointant du doigt des pratiques scandaleuses au sein même de la confédération Oxfam (cas

du scandale concernant les pratiques sexuelles de certains salariés d'Oxfam UK en Haïti en 2011), montrent que des efforts restent à faire en matière de genre à l'échelle de la confédération, et de la coopération internationale au développement, au risque que certaines pratiques d'individus mettent à mal les efforts mis en place tous les jours par l'ensemble des membres en vue d'une société plus juste et égalitaire pour les femmes. Ces événements montrent plus généralement l'échelle de grandeur des efforts qu'il reste à faire dans la société, pour que les femmes qui représentent la moitié de la population humaine ne fassent plus systématiquement l'objet de discriminations et de violences en raison de leur sexe.

— **EG : Comment peut-on participer, soutenir cette action ?**

Aujourd'hui les défis que doit relever Oxfam-Magasins du monde pour aller jusqu'au bout de sa démarche relève de différents aspects, à différentes échelles: l'appropriation des enjeux du genre par son personnel et son mouvement de bénévoles d'une part, et l'articulation de ses efforts au sein de la confédération Oxfam, et avec le réseau de la coopération au développement en Belgique, d'autre part. Par le relais de cette campagne, vous montrez en quoi le commerce équitable est un levier d'émancipation des femmes.

→ Téléchargez le dossier de campagne sur [www.fairchances.org](http://www.fairchances.org)



# Artisans du Monde

Pour un commerce équitable

## Artisans du Monde, c'est :

- le 1<sup>er</sup> réseau associatif de commerce équitable en France, animé par des milliers de bénévoles et des salarié.e.s
- 1 association d'éducation populaire pour mobiliser les citoyen.ne.s à inventer un monde plus solidaire au service de l'intérêt du plus grand nombre
- 1 fédération nationale de 148 organisations sur tout le territoire de France Métropolitaine
- 1 association de plaidoyer pour un changement des règles du commerce mondial dominant
- 1 filière intégrée de commerce équitable garantie par WFTO qui achète et distribue des produits issus des 107 organisations de production dans 42 pays



## Le commerce équitable veut construire une économie plus juste et solidaire mettant les êtres humains et leur environnement au centre des préoccupations :

- Il permet aux artisan.e.s et paysan.ne.s de vivre correctement de leur travail, et d'être les responsables de leurs choix économiques, sociaux, culturels environnementaux et politiques.
- Il permet une alternative au modèle dominant pour les consommateurs et consommatrices engagé.e.s

[www.artisansdumonde.org](http://www.artisansdumonde.org)



Ce bulletin a été réalisé avec le soutien financier de l'Agence Française du Développement. Les points de vue qui y sont exposés reflètent l'opinion de la Fédération Artisans du Monde et des auteurs des articles, et de ce fait ne représentent en aucun cas les points de vue officiels des partenaires financiers.

Date de publication : Avril 2018 | Coordination de la rédaction : Erika Girault | Maquette : Delphine Craplet  
Imprimé par l'imprimerie Maugein sur papier recyclé avec de l'encre végétale.

